

Ouragans sur les médias

Ouragans ? Comment désigner autrement les « réformes » Sarkozy déjà à l'oeuvre ou en projet dans le domaine des médias ? Comment faire face aux urgences défensives que ces ouragans imposent ? Quelles critiques, propositions et actions pour un autre monde médiatique que celui que promet la conjonction du libéralisme économique et de l'autoritarisme politique ?

Pour en débattre,

« **Jeudi d'Acrimed** »

Jeudi 16 octobre, à 19h,

à la Bourse du travail de Paris, 3 rue du Château d'eau, Paris 10ème

Avec :

- David Larbre, membre du Bureau national du SNJ (Syndicat national des journalistes)
- Henri Maler, co-animateur d'Acrimed (Action-Critique-Médias)
- Juliette Volcler (direction d'antenne de FPP (Fréquence Paris Plurielle), radio membre de la coordination « Radios en lutte »

Ouragans sur les médias ?

... Une prétendue « refondation » de l'audiovisuel public, gagée sur la suppression de la publicité, mais sans compensation suffisante ni, *a fortiori*, aucun moyen de développement supplémentaire. Une « refondation » sous forme de constitution d'une entreprise unique dont le Président sera nommé par le pouvoir exécutif et que la « bonne gestion » (sur le dos des salariés) devrait permettre de « rentabiliser ». Avec pour effet l'affaiblissement de France Télévision au bénéfice du secteur privé.

... Une action publique pour l'audiovisuel privé, donc, que conforte, notamment, l'autorisation d'une deuxième coupure publicitaire destinée à accueillir la publicité en provenance des chaînes publique.

... Libéralisme économique d'Etat que prolongent les projets de suppression des seuils de concentration pour permettre aux groupes privés de l'audiovisuel, mais aussi de la presse écrite, de devenir des groupes multimédias (on dit : « global médias »)... de taille internationale, seul moyen, nous dit-on, de garantir l'indépendance de l'information et de la culture face aux ogres venu d'ailleurs. Et ainsi, avec un secteur public sous tutelle et sous perfusion, permettre au pouvoir politique de faire face à des médias évidemment hostiles au *statu quo* !

... Au nom de l'indépendance des journalistes, parachever les concentrations dans la presse écrite, « rentabiliser », accroître leur charge de travail, et réduire ainsi leurs marges d'intervention

... Au nom du pluralisme, se satisfaire de la pluralité des titres et des canaux, même s'ils doivent être uniformes sur chaque « segment du marché »

... Et comme le marché, secondé par l'Etat peut tout, que la diversité ne peut être que publique ou marchande (surtout marchande...), que la majorité des clients impose, libéralement, de réduire à la portion congrue les droits des minorités (qui somme toute sont majoritaires...), il suffit de laisser s'abattre les ouragans du libéralisme économique (et du « modernisme » technologique) sur les radios associatives pour que, privées d'une grande partie de leurs ressources et confrontées au passage, à tarif exorbitant, au numérique, elles cessent enfin d'émettre. Des médias du tiers secteur associatif (presse écrite, radios, télés, internet), vous n'y pensez pas ?

*... Et quand le soleil brillera enfin sur ces ruines,
le meilleur des mondes médiatiques sarkozien
naîtra enfin.*